

## **Rapport de la Quatorzième Conférence ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et Protocoles qui y sont relatifs (Convention de Nouméa)**

14 Septembre 2017

Apia, Samoa

### **Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la Conférence**

1. Les Parties contractantes à la Convention de Nouméa se sont réunies à Apia (Samoa) le 14 septembre 2017, à l'occasion de leur Quatorzième Conférence ordinaire.
2. Etaient présents à la Conférence les représentants de l'Australie, États fédérés de Micronésie (ÉFM), États-Unis d'Amérique (É.-U.), France, Îles Cook, Samoa, Nouvelle-Zélande et République des Îles Marshall. Une liste exhaustive des participants figure en Annexe I.
3. La Conférence a débuté par une prière prononcée par M. Frank Griffin du Secrétariat du Programme Régional Océanien de l'Environnement (PROE).
4. M. Mike Walsh, représentant la Nouvelle-Zélande et Président de la Treizième Conférence des Parties a remarqué l'importance de la Convention de Nouméa en tant qu'instrument juridiquement contraignant pour ses membres en matière d'environnement dans les îles du Pacifique, et que, selon les accomplissements des membres au cours des deux dernières années, plus encore est à gagner par le renforcement de l'utilisation de la Convention comme instrument juridiquement contraignant pour la préservation de l'environnement dans la région.
5. Ulu Bismarck Crawley, Directeur Général du Ministère pour les Ressources Naturelles et l'Environnement de Samoa a souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégués à la Quatorzième Conférence et a remercié le Secrétariat du PROE et les organisations partenaires pour leur excellent travail de coordination de cette convention régionale destinée à répondre aux besoins de la région et des états.
6. Le Directeur général du Secrétariat du PROE a souhaité la bienvenue à la Conférence aux membres de la Convention de Nouméa, et a souligné les valeurs et les réalisations de la Convention, avec un budget souvent très limité, aidant à résoudre les grands défis posés à la gestion de l'environnement et à la lutte contre la pollution.

### **Point 2 de l'ordre du jour : Organisation de la Conférence**

7. Conformément au règlement intérieur de la Convention de Nouméa, un président et un vice-président ont été élus par les représentants par un vote à la majorité simple. Les

langues officielles de la Convention sont l'anglais et le français et les séances doivent être tenues en plénière.

8. Les parties ont élu Samoa en tant que président et la France en tant que vice-président.
9. Le président sortant, représentant la Nouvelle-Zélande, a remercié les délégués pour leur soutien, a exprimé ses meilleurs vœux aux Samoa et a invité M. Ulu Bismarck Crawley, représentant des Samoa, à prendre son poste en tant que président.
10. Le nouveau Président a remercié M. Mike Walsh, représentant de la Nouvelle-Zélande, et les représentants pour leur nomination.

### **Point 3 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour**

11. Le président a remarqué que des Rapports de Pays seront présentés par l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et la République des Îles Marshall au Point 5 de l'ordre du jour.
12. Les parties ont adopté l'ordre du jour et l'horaire de travail proposés, tels qu'exposés dans l'annexe 2.

### **Point 4 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétariat**

13. Conformément à l'article 12 (vi) du règlement intérieur de la Convention de Nouméa, le Secrétariat a présenté son rapport sur les activités menées de juillet 2015 à juillet 2017 en application des dispositions de ladite Convention et des protocoles qui y sont relatifs.
14. Les Etats-Unis, les Îles Cook, la France et les Etats Fédérés de Micronésie ont remercié le Secrétariat pour son travail.
15. Les Etats-Unis ont reconnu l'intérêt mondial pour la pollution marine, mentionnant comme bonnes initiatives le ramassage des déchets en mer et le travail sur les microplastiques et les poissons aux Samoa et aux Îles Salomon.
16. Les Îles Cook ont fait part de leur gratitude envers le Secrétariat pour ses conseils en matière de politiques d'extraction du sable et pour ses travaux d'étude de la biodiversité.
17. La France a reconnu les travaux entrepris en matière de débris marins et sur le projet de *Ceinture Bleue de Biodiversité du Pacifique* dans les territoires.
18. Les Etats Fédérés de Micronésie ont demandé une clarification sur la participation des agences du Conseil des Organisations Régionales du Pacifique (CORP) dans le

mouvement transfrontalier de déchets nucléaires au sein de la région, mentionnant de récentes discussions lors d'une réunion à Suva sur les moyens d'assurer un transport sécurisé de ces déchets.

19. Le Secrétariat a informé la Conférence qu'une évaluation des risques inhérents au transport de déchets nucléaires réalisée en 2003/2004 confirmait que le transport de déchets nucléaires est régulé par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). De plus, le Secrétariat a rappelé que tout véhicule de transport doit être accompagné par un service de sécurité et que les états côtiers doivent être conscients de ces obligations internationales.
20. Le Vice-Directeur Général a remarqué que les résultats de la Convention reflètent les travaux et les efforts de ses membres et du Secrétariat du PROE. La multiplication des Aires Marines Protégées dans la région du Pacifique est un des nombreux exemples du caractère de pionnier mondial de la région en matière de protection de l'environnement.
21. Les Parties :

➤ **ont pris note** du rapport du Secrétariat.

#### **Point 5 de l'ordre du jour : Rapports de pays sur la mise en œuvre des obligations selon la convention de Nouméa**

22. Des rapports de pays ont été demandés aux Membres afin de mettre en valeur les activités relevant de leurs obligations ayant eu lieu depuis la dernière Conférence. Des Rapports de Pays ont été soumis par la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la France et déposés à la Conférence.
23. L'Australie a présenté son Rapport de Pays, remarquant que le Rapport sur l'état de l'environnement de 2016 dont les priorités sont conformes à la Convention de Nouméa avait été publié en 2017. Ce Rapport est publié tous les cinq ans. Le Rapport de Pays complet est placé en Annexe xxx.
24. La France a présenté son Rapport de Pays, remarquant notamment que la version actualisée de sa Stratégie Nationale accorde une plus grande importance aux éléments de la Convention de Nouméa, et mentionnant les différentes mesures prises par les territoires pour une gestion plus intégrée de l'environnement. Le Rapport de Pays complet est placé en Annexe xxx
25. La Nouvelle-Zélande a présenté son Rapport de Pays et a invité les membres à consulter le Rapport complet, relevant trois points clefs, en particulier l'amendement de la loi pour la Zone Economique Exclusive de la Nouvelle-Zélande du premier juin 2017 qui change les modalités décisionnaires sur certaines aires marines et contient de nouvelles

obligations en matière de démantèlement d'installations pétrolière de haute mer. Le Rapport complet est placé en Annexe xxx

26. Le Président a invité les autres pays membres à déposer leur Rapport à la Convention de Nouméa.
27. Les Parties :
  - **ont présenté et pris note** des rapports sur la réalisation de leurs obligations pour la biennale passée, particulièrement l'Australie, la France et la Nouvelle-Zélande.

#### **Point 6 de l'ordre du jour : États financiers pour l'exercice 2015 et 2016**

28. Le Secrétariat a présenté les états financiers vérifiés de la Convention de Nouméa pour l'exercice 2015 et 2016. Les états financiers comprenaient une déclaration du Directeur général, le rapport du cabinet d'audit pour 2015 qui a été présenté à la 27<sup>ème</sup> Conférence du PROE, les déclarations de Revenus et Dépenses pour 2015, le rapport du cabinet d'audit pour 2016 qui sera présenté à la 28<sup>ème</sup> Conférence du PROE, les déclarations de Revenus et Dépenses pour 2016, l'état des dépenses de fonctionnement et l'état des dépenses du protocole pour 2015 et 2016.
29. Le Secrétariat a remercié tous ses Membres et Partenaires pour leur soutien à la Convention de Nouméa.
30. Les Parties :
  - **ont approuvé** les sections pertinentes des états financiers vérifiés pour 2015 et 2016.

#### **Point 7 de l'ordre du jour : Questions appelant une décision**

##### **Point 7.1 de l'ordre du jour : Conférence sur les océans des Nations Unies**

31. Le Secrétariat a présenté les résultats de la Conférence des Nations Unies visant à soutenir la réalisation de l'Objectif de développement durable 14 (Conférence sur les océans des Nations Unies), ainsi que le rôle du PROE dans la préparation et la tenue de la Conférence et des étapes suivantes.
32. L'Australie a félicité le PROE pour les efforts considérables engagés et leur succès, remarquant que la délégation de l'Australie à la Conférence sur les océans des Nations Unies a pris volontairement différents engagements durant la Conférence sur les Initiatives du Pacifique, le premier avec l'Agence des Pêches du Forum (FFA) contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et le second avec la Communauté du Pacifique (CPS) pour continuer ses travaux de délimitation des frontières maritimes.

33. Les Etats-Unis ont aussi remercié Fidji et la Suède pour leur accueil conjoint de la Conférence ONU-Océans, relevant que le succès de la conférence était aussi du à sa transparence, inclusivité et à la force de la participation.
34. Les Etats-Unis ont remarqué l'accent mis par le PROE pour que des actions concrètes soient mises en place après la Conférence sur les océans des Nations Unies et l'importance de celui-ci pour aller de l'avant.
35. Les Parties :
  - **ont salué** le rôle de leader et les efforts des îles Fidji pour leur accueil conjoint de la Conférence ONU-Océans avec la Suède;
  - **ont pris acte**, avec satisfaction, du soutien apporté par la Suède qui a permis au Secrétariat du PROE de soutenir ses membres par le biais du processus de la Conférence ONU-Océans;
  - **ont pris note** avec satisfaction du soutien de la Suède qui a permis au PROE de soutenir ses Membres tout au long de la Conférence ONU-Océans ;
  - **ont salué** le soutien logistique fourni par la Mission des Nations Unies aux îles Fidji et aux Samoa au PROE pour la Conférence ONU-Océans;
  - **ont réaffirmé** leur engagement comme membres du PROE pour atteindre l'ODD 14; et
  - **ont demandé** que le Secrétariat travaille avec les Membres afin de remplir les engagements pris lors de la Conférence.

**Point 7 de l'ordre du jour : Questions appelant une décision**

**Point 7.2 de l'ordre du jour : Objectifs de développement durable (ODD)**

36. Le Secrétariat a présenté aux Parties les progrès accomplis dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'action du Groupe de Travail sur les ODD du Pacifique (*Pacific SDG Taskforce, PST*). Le groupe de travail a été créé en 2016 en réponse aux engagements pris par les Dirigeants du Forum des Îles du Pacifique en 2015 en vue de la réalisation complète des ODD.
37. Les Parties :
  - **ont pris note** des progrès régionaux en matière de mise en œuvre des ODD;
  - **ont pris note** de la contribution du Secrétariat apportée au suivi et à l'établissement de rapports en matière d'ODD.

**Point 7 de l'ordre du jour : Questions appelant une décision**

**Point 7.3 de l'ordre du jour : Rapport d'activités du FED11**

38. Le Secrétariat a informé les Parties quant aux progrès réalisés dans le cadre du 11e Cycle du Fonds de Développement de l'Union européenne (FED-11). La présentation sur les

prochaines activités du FED-11, en particulier sur l'Objectif 2.1 sur l'utilisation durable des ressources marines (le projet marin Pacific-Union Européenne, PEUMP) et sur l'Objectif 2.2 sur la gestion des déchets (PacWaste Plus), a aussi couvert les préparations avec les partenaires et les membres pour le développement d'activités dans le cadre des fonds dédiés aux Pays et Territoires d'Outre Mer par le FED-11.

39. Les Parties:

- **ont pris note** que le PROE est un bénéficiaire important du financement du FED-11, lequel sera déployé au sein des pays Membres, bien que cela ne soit prévu que début 2018;
- **ont pris note** que pour l'Objectif 2.1 du FED-11, l'engagement principal du PROE consistera à développer des méthodes visant à limiter les prises accidentelles d'espèces menacées et à améliorer l'état de la biodiversité et la gestion des écosystèmes côtiers ;
- **ont pris note** que pour l'Objectif 2.2 du FED-11, l'engagement du PROE consistera à mettre en œuvre les composantes prioritaires du programme Cleaner Pacific 2015, avec ses partenaires, afin d'optimiser la gestion des déchets et la lutte contre la pollution dans le Pacifique;
- **ont pris note** que le FED-11 comporte une composante PTOM, les détails du programme sont toujours en cours de développement, bien que le Secrétariat ait apporté son soutien et fourni des conseils aux PTOM quant au développement du programme, en particulier les objectifs comportant un axe environnemental; et
- **ont accepté** de collaborer avec le PROE pour la mise en œuvre de projets dans le cadre du FED-11.

**Point 7 de l'ordre du jour : Questions appelant une décision**

**Point 7.4 de l'ordre du jour : Des mers propres pour un Pacifique plus propre**

40. Le Secrétariat du PROE a informé les Parties de l'importance des bonnes pratiques en matière de gestion des déchets et de lutte contre la pollution, assimilables à un mécanisme efficace pour lutter contre la pollution marine, et a sollicité l'engagement des Parties à participer activement à ces initiatives afin d'améliorer la santé à long terme de l'Océan Pacifique et de sa population.
41. La France a présenté son projet d' «appel à l'action » contre les microbilles plastiques qui sera présenté aux pays membres du PROE pour leur approbation au cours de la 28<sup>ème</sup> Réunion du PROE. Le projet d' « appel à l'action » se trouve en Annexe **xxx**.
42. Le Secrétariat a fait part de son soutien à l' appel à l'action sur les microbilles plastiques.
43. L'Australie a demandé une clarification sur l'appel à l'action contre les microbilles plastiques, faisant remarquer que les recommandations de leur agence nationale seront nécessaires avant approbation.

44. Le Secrétariat a expliqué que le projet serait présenté au cours de la 28<sup>ème</sup> Réunion du PROE et a demandé à ce que le projet d'appel à l'action contre les microbilles plastiques soit distribué aux membres pour consultation avant la 28<sup>ème</sup> Réunion du PROE la semaine suivante.
45. Les Etats-Unis ont remercié le PROE pour leur présentation, faisant remarquer leur travail pour lutter contre les débris marins aux niveaux national et international et a soutenu l'Australie dans sa demande préalable de recommandations de leur agence nationale sur l'appel à l'action contre les microbilles plastiques.
46. Les Parties :
- **ont tenu compte** du progrès réalisé en termes de gestion de déchets et de lutte contre la pollution, d'une collaboration productive entre le PROE, les pays Parties et d'autres partenaires;
  - **ont retenu** que la réussite de ces activités repose sur un engagement solide des pays participants;
  - **se sont engagées**, en tant que pays Parties du PROE, à participer pleinement aux interventions en matière de gestion de déchets et de lutte contre la pollution afin d'enrayer la pollution marine à la source.

#### **Point 7 de l'ordre du jour : Questions appelant une décision**

##### **Point 7.5 de l'ordre du jour : Une capacité régionale durable**

47. Le Secrétariat a informé la Conférence sur la mise en œuvre de mécanismes durables visant à renforcer les effectifs humains et la capacité institutionnelle et à susciter l'engagement des Membres à participer activement aux initiatives proposées en matière de renforcement des capacités et de collecte et la soumission de données sur les déchets, les substances chimiques et les polluants.
48. Les Parties :
- **ont tenu** compte du développement des activités de renforcement durable des capacités et du système régional de gestion de déchets ;
  - **ont retenu** que la réussite de ces activités repose sur un engagement solide des pays participants ;
  - **sont encouragés**, en tant que pays Membres du PROE, à pleinement participer aux initiatives de renforcement des capacités ; et
  - **sont encouragés**, en tant que pays Membres du PROE, à désigner des homologues nationaux à qui il incombera de collecter régulièrement des données et de les soumettre au PROE en vue de les intégrer à une base de données.

#### **Point 7 de l'ordre du jour : Questions appelant une décision**

##### **Point 7.6 de l'ordre du jour : Centre de coordination du transport maritime**

49. Le Secrétariat a informé les Parties au sujet du Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique (MTCC-Pacifique). Le MTCC-Pacifique est l'un des cinq centres dans le monde participant au projet de Réseau Maritime Mondial (RMM), une initiative mise en œuvre par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et financée par l'Union Européenne. Le RMM est un projet de 10 millions d'euros pour quatre ans (2016 à 2019) ayant pour but de renforcer les capacités de lutte contre le changement climatique dans l'industrie maritime des pays en développement et en particulier des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) et Pays les Moins Avancés (PMA).
50. Les Parties :
  - **ont pris note et apportent leur soutien** au Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique.

#### **Point 7.7 de l'ordre du jour : Conventions de l'OMI (Organisation Maritime Internationale)**

51. Le Secrétariat a informé les îles du Pacifique à encourager les Parties à adhérer aux conventions de l'OMI portant sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de pollution, ainsi qu'à l'Accord du Cap de 2012.
52. Les Parties :
  - **ont accepté** de travailler avec le Secrétariat du PROE pour encourager les départements des pays concernés à comprendre l'importance de la ratification des conventions de l'OMI portant sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de pollution, ainsi que l'Accord du Cap de 2012.

#### **Point 7 de l'ordre du jour : Questions appelant une décision**

#### **Point 7.8 de l'ordre du jour : Lignes directrices relatives aux évaluations d'impact sur l'environnement pour le développement du tourisme côtier en Océanie**

53. Le Secrétariat a cherché à obtenir l'approbation des Lignes directrices relatives aux Evaluations d'Impact sur l'Environnement (ÉIE) pour le développement du tourisme côtier en Océanie (Lignes directrices pour les ÉIE relatives au développement du tourisme côtier).
54. Les Etats Unis ont fait part de la nécessité pour leur pays de revoir les Lignes directrices avant approbation.
55. Les Parties :
  - **ont noté** la publication des Lignes directrices pour les ÉIE relatives au développement du tourisme côtier.

#### **Point 8 de l'ordre du jour : Examen et adoption du budget ordinaire**



56. Le Secrétariat a présenté le budget ordinaire à la réunion afin de le soumettre à son approbation, en notant que ce budget est financé par les contributions des Parties et que les fonds ont jusqu'à présent été utilisés pour financer l'organisation de la réunion des Parties ainsi que les services d'assistance technique fournis par le Secrétariat.
57. Le Secrétariat a remercié les membres et leurs partenaires pour leur soutien et leurs contributions.
58. Les Parties :
  - **ont examiné** et **approuvé** le budget ordinaire et les contributions pour l'exercice biennal 2018–2019; et
  - **se sont engagées** à régler sans plus attendre les contributions impayées.

#### **Point 9 de l'ordre du jour : Divers**

59. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a présenté un Rapport de Pays sur le travail effectué dans le cadre du développement de leur Aire Maritime Particulièrement Sensible (AMPS), notamment les enseignements tirés au cours de cette initiative. La Conférence a félicité la Papouasie-Nouvelle-Guinée et a souligné qu'il s'agit de la première AMPS dans les îles du Pacifique. Le Rapport complet est placé en Annexe xxx
60. Le Secrétariat a présenté un document d'information sur le Renforcement de l'Effectif et de l'Efficacité de la Convention, placé en Annexe xxx
61. La Conférence :
  - **a différé** toute mesure supplémentaire avant que le Secrétariat n'ait d'abord réalisé un travail de recherche et de développement de futures options.

#### **Point 10 de l'ordre du jour : Date et lieu de la prochaine Conférence**

62. La Conférence :
  - **a accepté** que la prochaine Conférence ait lieu à Apia, Samoa en 2019 avant la 29<sup>ème</sup> Conférence du PROE.

**La Quatorzième Conférence ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et Protocoles qui y sont relatifs (Convention de Nouméa) a été clôturée à 13h40.**